



Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus

précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore.

Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers ! Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

NAO : pas de bras, pas de chocolat !

Cette année, les Négociations Annuelles Obligatoires se sont vraiment déroulées de manière optimales... pour la direction. Nous ne lui avons pas opposé de rapport de force pour faire entendre nos revendications salariales alors les 2% d'augmentations (avec talon à 50€) correspondent sans doute peu ou prou à ce que la boîte avait de toute façon prévu de lâcher. C'est en tout cas bien en-deçà de nos besoins réels pour vivre décemment.

Heureusement, y'a pas que pendant les NAO qu'on peut discuter salaire et discuter de revendications. Alors, quand ça nous chauffera...

Pas de galette : pas de galette

Le dernier jour des NAO, la boîte nous payait sa galette. Mais pour vraiment nous offrir notre part du gâteau des 4 millions de dividendes distribués aux actionnaires, et si on compte 20€ pour une galette, c'est 200 000 galettes qu'on aurait dû recevoir. Une belle orgie de frangipane en perspective ! En attendant, on a tous tiré la fève pour être les rois... des bas salaires !

Si senior !

À partir de 17 ans d'ancienneté dans la boîte, la prime d'ancienneté n'augmente plus. Alors que 17 ans à donner sang et sueur pour le même patron, ça devrait forcer le respect. Mais cet aspect du respect, comme tous les autres, nous devons l'arracher nous-mêmes par nos luttes.

Hérault : un fait divers sordide révélateur d'un problème plus profond

La cour d'assises de Montpellier a condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour actes de « torture et de barbarie » une mère de famille quinquagénaire qui avait infligé des privations de toutes sortes et des sévices à sa fille de 13 ans, finalement décédée d'un arrêt cardiaque et d'une septicémie en août 2020. À sa mort, la jeune fille ne pesait plus que 28 kilos.

L'horreur de ce drame ne doit pas faire oublier que les droits des enfants sont ignorés ou bafoués à une large échelle dans le pays. 160 000 enfants subissent des violences sexuelles chaque année et un enfant est victime d'inceste, de viol ou d'agression sexuelle toutes les trois minutes. Ces chiffres ne tiennent pas compte des autres types de violences (coups, insultes, privations de soins, négligences, etc.). Une société qui

martyrise ses enfants est une société malade.

Quatre vingtième anniversaire de la libération d'Auschwitz : l'hypocrisie des grands de ce monde

Près d'une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, dont Emmanuel Macron, vont se retrouver lundi 27 janvier en Pologne pour commémorer le 80e anniversaire de la libération d'Auschwitz-Birkenau par les troupes soviétiques. C'est dans ce camp que périrent 1,1 million de personnes, dont un million de Juifs. Cette commémoration va être l'occasion de généreuses déclarations sur l'horreur de la guerre, le respect des droits humains, le « plus jamais ça ».

C'est un peu vite oublier que la Seconde Guerre mondiale (60 millions de morts dont 6 millions de Juifs) fut provoquée par le conflit entre puissances impérialistes – dont certains représentants assisteront à la cérémonie – qui, une fois le conflit mondial terminé, se lancèrent dans des guerres coloniales qui firent des dizaines de millions de victimes supplémentaires. Cerise sur le gâteau, le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a annoncé que Benyamin Netanyahu et les autres dirigeants israéliens seraient les bienvenus s'ils venaient et que les mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale qui les visent pour crimes de guerre et crime contre l'humanité à Gaza ne seraient pas appliqués. Moralité : un génocide peut en cacher un autre.

Bruno Retailleau partage le « féminisme » de l'extrême droite

Mardi 21 janvier, Bruno Retailleau s'est adressé en public à la responsable du collectif d'extrême droite Némésis en ces termes : « *Je voudrais vous féliciter. Bravo pour votre combat j'en suis très proche.* » Ce groupuscule se prétend féministe mais ne dénonce les violences sexistes et sexuelles infligées aux femmes que lorsque l'agresseur est issu de l'immigration. Faux féminisme et vrai racisme ! Tout à sa campagne anti-immigration, le ministre de l'Intérieur appuie et conforte ce qu'il peut trouver de plus réactionnaire : qui se ressemble s'assemble.



Révolutionnaires ! Achète pour 2€ le n°26 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA